

Thème 1 : La France contemporaine – Histoire

Sujets d'étude au choix :

Les Français et la construction européenne, de la fin des années 1950 à nos jours

Quelles sont les positions des Français face aux différentes étapes de la construction européenne ? Quelle place la construction européenne occupe dans leur quotidien ?

Séance 1. Les Français et la construction européenne jusqu'à la fin des années 80

Durée : 2 h

Objectifs : Identifier le rôle central joué par les dirigeants français dans la construction européenne
Réfléchir sur l'implication des français dans la construction européenne

Notions : Europe, construction européenne, Communauté économique européenne, acte unique européen

Capacités et méthodes : situer un événement dans le temps court ou le temps long ;
Mettre en relation des faits ou événements de natures, de périodes, de localisations spatiales différentes (approches diachroniques et synchroniques) ;
Situer et caractériser une date dans un contexte chronologique
Prendre des notes
Utiliser le manuel comme outil de lecture complémentaire du cours
Développer un discours oral ou écrit construit et argumenté, le confronter à d'autres points de vue
S'exprimer à l'oral

Documents : dossier documentaire
Manuel p. 34-35

Quelle a été l'implication des Français dans la construction européenne de 1957 à la fin des années 80 ?

Travail autonome

Identifier les motivations qui ont poussé les présidents français à soutenir le processus européen

Axe 1. La construction européenne des dirigeants politiques

1. D'après François Mitterrand par quoi a été motivée la construction de l'Europe (doc. 5).

L'idée d'Europe unie est ancienne : au XIX^e siècle, elle a été formulée notamment par Victor Hugo et l'Italien Mazzini ; mais comme le rappelle François Mitterrand en 1987, alors qu'il célèbre le 30^{ième} anniversaire du traité de Rome, acte de naissance de la CEE, il a fallu le désastre des deux guerres mondiales pour concrétiser cette idée. Ainsi la **construction européenne** (def p. 35) a pour premier objectif de mettre fin aux « guerres civiles » entre Européens, et notamment à l'engrenage des conflits franco-allemands (trois en 75 ans), qui ont fait plusieurs millions de morts. Ainsi l'Europe avait pour premier objectif d'instaurer une **paix durable** en Europe. On comprend mieux pourquoi on parle du couple franco-allemand : ce rapprochement entre les deux ennemis d'hier est le moteur de la construction d'une Europe unie - cette réconciliation franco-allemande est marquée par des moments forts et symboliques (**voir doc. 1 p. 34**)

De plus, d'un point de vue économique, il s'agit de reconstruire un continent ruiné par le conflit et de s'unir entre puissances moyennes pour continuer à avoir du poids à l'échelle mondiale : la construction européenne doit donc aussi garantir la **prospérité** et permettre à l'Europe de continuer à jouer un rôle mondial (suppression des barrières douanières, aides au tiers monde). Il s'agissait également, mais cela n'est pas précisé dans le document 5, de se protéger face à la menace communiste.

2. Quels pouvoirs de Gaulle veut-il maintenir dans le processus de la construction européenne (doc. 1) ?

De Gaulle est contre l'idée d'une **Europe fédérale et supranationale** où les Etats perdraient leur prérogative : il veut maintenir le rôle central des Etats dans le processus de construction européenne (pour faire simple il ne souhaite pas la constitution des Etats-Unis d'Europe sur le modèle américain) ; par conséquent l'opinion publique est peu impliquée dans les débats (puisque'il n'y a pas d'institutions européennes).

il justifie cette idée en mettant en avant les particularités linguistiques, historiques de chaque Etat ; ainsi , pour lui, l'Europe repose sur une **libre association d'Etats souverains** : Charles de Gaulle conçoit l'Europe comme un espace d'entraide et de solidarité, où aucun membre n'abdique ni son identité nationale ni les prérogatives de sa souveraineté. (voir doc. 10 p. 38)

3. *Quel bilan de la construction européenne François Mitterrand tire-t-il en 1987 (doc. 5) ?*

Pur lui, l'Europe est une réussite aussi bien dans son fonctionnement institutionnel que dans ses politiques économiques (politiques communes, suppression des barrières douanières), sa politique d'aide au développement (et donc son rayonnement dans le monde) ; il convient cependant de nuancer : si la construction européenne a permis d'instaurer une paix durable et a soutenu la croissance économique (permettant à l'Europe de s'affirmer comme une grande puissance économique) , la construction européenne de la défense est à bâtir et la CEE ne joue aucun rôle diplomatique.

Axe 2. La construction européenne et les Français

4. *Que représentent les personnages du doc. 2 ? Pourquoi diffuser cette image sur un buvard ? (doc. 2)*

Les personnages représentés sur le buvard sont des enfants. le support, le ton employé , les représentations d'enfants des 6 pays fondateurs nous montrent que la jeunesse française est au cœur des enjeux : il s'agit d'éduquer cette jeunesse et de la convaincre du bien fondé du projet européen pour qu'ils puissent par la suite soutenir le projet européen : le buvard insiste d'ailleurs sur les bénéfices que la population peut tirer de la construction européenne : on retrouve la paix avec des enfants de tous pays réunis autour d'un même drapeau partageant un même territoire et garantissant un avenir prometteur (prospérité et progrès)

5. *Pourquoi les agriculteurs deviennent-ils des acteurs remarquables des débats européens (repères/doc 2 et 3 + doc. 5 p. 36) ?*

Avec la mise en place de la **PAC** (def p. 37), les agriculteurs deviennent des acteurs incontournables des débats européens ; en effet les agriculteurs français sont ceux qui perçoivent le plus d'aide de la part de l'Europe par conséquent, ils sont directement concernés par les décisions européennes et ils n'hésitent pas à se mobiliser lorsque leurs intérêts sont menacés (c'est une des rares catégories socioprofessionnelles à peser sur les débats européens) ; On voit aussi que l'agriculture est un des secteurs clés de l'Europe : l'Europe est une puissance agricole en particulier grâce à l'agriculture française.

6. *Pourquoi les élections de 1979 marquent-elles une étape importante dans la construction européenne ? A quelle difficulté Simone Veil est-elle confrontée selon Plantu (doc. 4) ?*

Les institutions européennes évoluent sous l'impulsion de présidents plus favorables à l'Europe : en 1972, pour la première fois, les citoyens s'expriment par référendum (adhésion de 3 nouveaux Etats) et en 1979, ils désignent pour la première fois leurs représentants au Parlement européen mais comme nous le montre cette caricature, ils se mobilisent moins que pour les consultations nationales ; d'ailleurs avec plus de 60% de participation on atteint le taux le plus élevé pour une élection européenne ; toutefois , Simone Veil doit faire face aux désintérêts des Français sur les questions européennes. Pourtant, à la fin des années 80, avec un processus qui implique désormais 12 pays, il devient indispensable d'impliquer les Français.

Bilan. Préparez un exposé oral structuré sur le thème suivant : *Quelle a été l'implication des Français dans la construction européenne de 1957 à la fin des années 80 ?*

I. Les Français et la construction européenne jusqu'à la fin des années 80

Introduction

L'idée d'une Europe unie est ancienne ; au XIXe siècle, elle a été, par exemple, formulée par Victor Hugo . Mais ce n'est qu'au lendemain de la Guerre mondiale que les choses se concrétisent ; en effet la **construction européenne** (def p. 35) avait pour premier objectif de mettre fin aux « guerres civiles » entre Européens et **d'instaurer une paix durable** ; il s'agissait plus particulièrement d'arrêter l'engrenage des conflits franco-allemands (trois en 75 ans), qui avaient fait plusieurs millions de morts. On comprend mieux pourquoi on parle du **couple franco-allemand** : ce rapprochement entre les deux ennemis d'hier est le moteur de la construction d'une Europe unie - cette réconciliation franco-allemande est d'ailleurs marquée par des moments forts et symboliques (**voir doc. 1 p. 34**) De plus, d'un point de vue économique, il s'agissait de reconstruire un continent ruiné par le conflit et de s'unir entre puissances moyennes pour continuer à avoir du poids à l'échelle mondiale : la construction européenne doit donc aussi garantir la **prospérité** et permettre à l'Europe de continuer à jouer un rôle mondial. Il s'agissait également, , de **se protéger face à la menace communiste**.

Ainsi en 1957, la France, l'Allemagne (RFA), l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et les Pays Bas signent le **traité de Rome** donnant naissance à la **CEE** (Communauté Economique Européenne) débutant le processus de construction européenne.

Quelle a été l'implication des Français dans la construction européenne de 1957 à la fin des années 80 ?

1. La construction européenne des dirigeants politiques

Au départ les questions européennes ne semblent concerner que les mouvements politiques et les experts qui mettent en place le marché commun et la **politique agricole commune (PAC : def. p. 37)** ; la présence au pouvoir du général de Gaulle de 1958 à 1969 correspond à une époque qui préfère le pouvoir des Etats à celui des institutions européennes ; cette **conception souverainiste** (conception de l'Europe selon laquelle les Etats doivent rester pleinement maîtres de leur destin dans une Europe de la coopération) s'oppose à une **conception fédéraliste** (conception de l'Europe qui défend l'idée d'une intégration des Etats européens dans une structure continentale forte) ;

Si à la fin des années 80, la construction européenne peut être considérée comme une réussite tant sur le plan institutionnel que sur le plan économique comme le précise d'ailleurs François Mitterrand dans un de ces discours en 1987 ; il convient aussi de nuancer : si la construction européenne a permis d'instaurer une paix durable et a soutenu la croissance économique (permettant à l'Europe de s'affirmer comme une grande puissance économique) , la construction européenne de la défense est à bâtir et la CEE ne joue aucun rôle diplomatique.

2. Des Français de plus en plus impliqués dans le débat européen

La conception souverainiste qui s'impose jusque dans les années 70 laisse peu de place à l'implication des Français ; L'opinion publique intervient peu dans le débat européen à l'exception des catégories socioprofessionnelles directement concernées comme les agriculteurs. en effet, avec la mise en place de la **PAC** (def p. 37), les agriculteurs français deviennent des acteurs incontournables des débats européens ; en effet ils sont ceux qui perçoivent le plus d'aide de la part de l'Europe ; par conséquent, ils sont directement concernés par les décisions européennes et ils n'hésitent pas à se mobiliser lorsque leurs intérêts sont menacés (c'est une des rares catégories socioprofessionnelles à peser sur les débats européens) ;

A partir des années 70, les institutions européennes évoluent sous l'impulsion de présidents plus favorables à l'Europe : en 1972, pour la première fois, les citoyens s'expriment par référendum (adhésion de 3 nouveaux Etats : Danemark, l'Irlande, Royaume Uni) et en 1979, ils désignent pour la première fois leurs représentants au Parlement européen ; avec plus de 60% de participation on atteint le taux le plus élevé pour une élection européenne ; toutefois , comme nous le montre la caricature de Plantu (doc. 4), Simone Veil doit faire face aux désintérêts des Français sur les questions européennes. En effet, les citoyens se mobilisent moins que pour les consultations nationales

Conclusion

Pourtant, à la fin des années 80, avec un processus qui implique désormais 12 pays, il devient indispensable d'impliquer les Français.

Séance 2. Les Français de plus en plus partagés sur la construction européenne depuis les années 90

Durée : 2 h

Objectifs : Identifier le rôle central joué par les dirigeants français dans la construction européenne
Réfléchir sur l'implication des français dans la construction européenne

Notions : Europe, construction européenne, Communauté économique européenne, acte unique européen

Capacités et méthodes : situer un événement dans le temps court ou le temps long ;
Mettre en relation des faits ou événements de natures, de périodes, de localisations spatiales différentes (approches diachroniques et synchroniques) ;
Situer et caractériser une date dans un contexte chronologique
Prendre des notes
Utiliser le manuel comme outil de lecture complémentaire du cours
Développer un discours oral ou écrit construit et argumenté, le confronter à d'autres points de vue
S'exprimer à l'oral

Documents : dossier documentaire
Manuel p. 38-39
Discours de Seguin à l'assemblée nationale (<http://rue89.nouvelobs.com/2011/05/06/discours-du-5-mai-1992-de-philippe-seguin-202730>)
Discours de Bérégovoy (<https://www.senat.fr/evenement/revision/beregovoy05051992.html>)
Sondages :
<http://www.iklasse.net/1-exploiter-et-confronter-des-informations--la-naissance-de-la-ve-reacutepublique.html>

Comment évolue la perception et l'implication des Français dans la construction européenne depuis les années 90 ?

Montrer l'affirmation d'idées nouvelles et leurs traductions dans le processus de construction européenne

Axe 1. L'affirmation de conceptions politiques diverses (document 4)

1. *Replacez le document 4 dans son contexte historique.*

La construction européenne franchit une étape importante avec le traité de Maastricht soumis à consultation populaire : par ce traité la CEE devient Union Européenne ; il s'agit de dépasser l'objectif économique initial (réaliser un marché commun) pour lui donner une vocation politique ; le traité reconnaît la citoyenneté européenne et donne de nouveaux droits (libre circulation, droit de vote...); il ouvre aussi la voie à une monnaie commune ainsi qu'à un projet de politique de sécurité commune.

2. *Quelles sont les principales critiques adressées par Philippe Seguin au processus de construction européenne ?*

Pour Philippe Seguin, le traité de Maastricht ouvre la voie à une Europe fédérale qui priverait les citoyens de tout contrôle politique ; selon lui ce traité confierait le pouvoir à des "technocrates" bafouant l'expression de la souveraineté nationale. Il ajoute que ce traité affaiblirait la place de la France dans le monde et son rayonnement international en serait fortement diminué.

3. *Quelle est la réponse du gouvernement socialiste ?*

Pour Pierre Bérégovoy ce traité n'ouvre pas la voie à une Europe fédérale ; elle permet de dépasser la simple coopération entre Etats-Nations. Pour lui l'Union fait la force et la France a tout à gagner à ratifier ce traité. Dans un monde de plus en plus globalisé, la France ne peut pas rester isolé et son avenir est au sein de l'UE. Quant aux

critiques liées aux lourdeurs administratives, il rappelle que ce sont les gouvernements (issus des urnes) qui doivent veiller à apporter les simplifications nécessaires.

4. Pourquoi le projet d'une monnaie commune a-t-il une forte signification ?

Avec la création d'une monnaie commune, la France transfère à la banque centrale européenne le droit d'émettre de la monnaie ; la France renonce ainsi à un de ses pouvoirs régaliens (pouvoir qui appartient exclusivement à l'Etat) C'est la première fois que des pays indépendants acceptent de transférer dans des conditions pacifiques et ordonnées, cet élément de souveraineté qu'est l'émission de monnaie. La monnaie, en effet, n'est pas seulement une unité de compte, un instrument de réserve de valeur et un intermédiaire des échanges. **Elle représente un signe fort d'appartenance à un même ensemble politique, économique, social et culturel.** Elle exprime la confiance réciproque des citoyens, leur lien avec la société et participe de l'identité de chacun. **En ce sens, le passage à la monnaie unique ne peut pas être considéré comme une fin en soi mais comme le début d'une phase nouvelle de l'histoire européenne.** Ce peut être l'occasion de mieux maîtriser collectivement l'avenir de l'Union, de bâtir un projet de société européenne, économique et sociale, répondant aux aspirations des citoyens. Le traité est adopté par référendum à une courte majorité.

Montrer l'implication contrastée des Français dans le débat européen

Axe 2. Des Français davantage impliqués dans le débat européen

1. Peut-on dire qu'une majorité de Français est favorable à l'Europe ? Cette opinion a-t-elle varié dans le temps ? (doc. 1 et 3)

Les Français sont globalement pro européens : malgré des variations, ils restent majoritairement favorables à l'Europe (plus de 50% d'opinions favorables) ; ils en apprécient les aspects positifs (la paix, la libre circulation) mais depuis les années 90, on constate un rejet de plus en plus marqué de l'Europe. Aujourd'hui, les Français ayant une opinion favorable de l'Europe sont minoritaires.

On peut apporter des nuances par :

- tranches d'âges : sont surtout les jeunes actifs (25-34) et les personnes âgées (plus de 65) qui ont une opinion favorable de l'Europe
- catégories socioprofessionnelles : les cadres, les professions intermédiaires et les retraités ont une opinion favorable de l'Europe alors que les ouvriers rejettent majoritairement l'Europe ;
- proximité politique : les partisans des grands partis de gouvernements ont une image positive de l'Europe contrairement aux partisans des partis d'extrême droite et d'extrême gauche.

2. Quelles constatations pouvez-vous faire à propos de la participation aux consultations électorales européennes (doc. 1 et 2)

Les consultations électorales européennes se caractérisent par des taux d'absentions élevés (à plus de 30%) ; Les Français ont donc semblé souvent peu concernés par une construction européenne qui leur paraît complexe mais pourtant bien présente dans leur quotidien. Lors du référendum de 2005, le taux de participation a été cependant plus important

3. Quels étaient les principaux arguments des deux camps au référendum de 2005 (doc. 11 p. 38 et doc. 5)

Les grands partis de gouvernement (RPR puis l'UMP et l'UDF à droite et le PS à gauche) soutiennent la politique européenne. Europe Ecologie les Verts soutient aussi la politique européenne. Pour les uns, l'Europe permet la croissance, pour d'autres, c'est la possibilité de promouvoir des idées nouvelles (l'écologie).

A droite, on la remet en cause par crainte d'une perte de souveraineté (Philippe Seguin) ou par nationalisme (Front National) ; à gauche on rejette une Europe économique trop libérale et pas assez sociale (PC, altermondialiste, extrême gauche).

4. La victoire du Non correspond-elle finalement à un rejet de la construction européenne (doc. 2 et 5)

L'opinion demeure majoritairement favorable à l'Europe mais continue à l'exprimer peu lors des élections. Lorsqu'elle le fait comme lors du référendum sur la constitution en 2005, elle reproduit les positions des partis mais s'expriment aussi en fonction de la situation intérieure d'où le rejet.

Introduction

Dans les années 1970, la CEE s'agrandit et les citoyens sont consultés au moyen d'élections ; l'implication des citoyens est nécessaire car le projet européen devient plus ambitieux ;

Comment évolue la perception et l'implication des Français dans la construction européenne depuis les années 90 ?

1. L'affirmation de conceptions politiques diverses : souverainistes et fédéralistes

La construction européenne franchit une étape importante avec le traité de Maastricht ; ce dernier est soumis à consultation populaire : par ce traité la CEE devient Union Européenne ; il s'agit de dépasser l'objectif économique initial (réaliser un marché commun) pour lui donner une vocation politique ; le traité reconnaît la citoyenneté européenne et donne de nouveaux droits (libre circulation, droit de vote...); il ouvre aussi la voie à une monnaie commune ainsi qu'à un projet de politique de sécurité commune.

Pour le **souverainiste** Philippe Seguin, le traité de Maastricht ouvre la voie à une Europe fédérale qui priverait les citoyens de tout contrôle politique ; selon lui ce traité confierait le pouvoir à des "technocrates" bafouant l'expression de la souveraineté nationale. Il ajoute que ce traité affaiblirait la place de la France dans le monde et son rayonnement international en serait fortement diminué.

Pour Pierre Bérégovoy, alors premier ministre, ce traité n'ouvre pas la voie à une **Europe fédérale** ; elle permet de dépasser la simple coopération entre Etats-Nations. Pour lui l'Union fait la force et la France a tout à gagné à ratifier ce traité. Dans un monde de plus en plus globalisé, la France ne peut pas rester isolé et son avenir est au sein de l'UE. Quant aux critiques liées aux lourdeurs administratives, il rappelle que ce sont les gouvernements (issus des urnes) qui doivent veiller à apporter les simplifications nécessaires.

Le traité de Maastricht est approuvé par référendum à une courte majorité en 1992.

2. Des Français plus impliqués dans le débat européen

Dans les années 1990, le débat européen est devenu plus vif en France ; l'intégration de pays de l'Est, la candidature de la Turquie, la mise en place de l'euro, la place grandissante de la législation européenne, le faible poids de l'Union Européenne dans le monde ont nourri le débat.

Malgré des variations, les Français restent majoritairement favorables à l'Europe (plus de 50% d'opinions favorables) ; ils en apprécient les aspects positifs (la paix, la libre circulation) mais depuis les années 90, on constate un rejet de plus en plus marqué de l'Europe. Aujourd'hui, les Français ayant une opinion favorable de l'Europe sont minoritaires. On peut apporter des nuances par :

- tranches d'âges : sont surtout les jeunes actifs (25-34) et les personnes âgées (plus de 65) qui ont une opinion favorable de l'Europe

- catégories socioprofessionnelles : les cadres, les professions intermédiaires et les retraités ont une opinion favorable de l'Europe alors que les ouvriers rejettent majoritairement l'Europe

- proximité politique : les partisans des grands partis de gouvernements ont une image positive de l'Europe contrairement aux partisans des partis d'extrême droite et d'extrême gauche.

Les consultations électorales européennes se caractérisent par des taux d'absentions élevés (à plus de 30%) ; Les Français ont donc semblé souvent peu concernés par une construction européenne qui leur paraît complexe mais pourtant bien présente dans leur quotidien. Lorsque l'opinion publique se mobilise comme lors du référendum sur la constitution en 2005, elle reproduit les positions des partis mais s'expriment aussi en fonction de la situation intérieure d'où le rejet.

Ainsi, les grands partis de gouvernement (RPR puis l'UMP et l'UDF à droite et le PS à gauche) soutiennent la politique européenne. Europe Ecologie les Verts soutient aussi la politique européenne. Pour les uns, l'Europe permet la croissance, pour d'autres , c'est la possibilité de promouvoir des idées nouvelles (l'écologie).

A droite , on la remet en cause par crainte d'une perte de souveraineté (Philippe Seguin) ou par nationalisme (Front National) ; à gauche on rejette une Europe économique trop libérale et pas assez sociale (PC, altermondialiste, extrême gauche).

Avec l'adoption du traité de Lisbonne par le Parlement (2007), les dirigeants politiques ont repris la main

Séance 3. L'Europe dans le quotidien des Français

Durée : 2 h

Objectifs : Identifier le rôle central joué par les dirigeants français dans la construction européenne
Réfléchir sur l'implication des français dans la construction européenne

Notions : Europe, construction européenne, Communauté économique européenne, acte unique européen

Capacités et méthodes : situer un événement dans le temps court ou le temps long ;
Mettre en relation des faits ou événements de natures, de périodes, de localisations spatiales différentes (approches diachroniques et synchroniques) ;
Situier et caractériser une date dans un contexte chronologique
Prendre des notes
Utiliser le manuel comme outil de lecture complémentaire du cours
Développer un discours oral ou écrit construit et argumenté, le confronter à d'autres points de vue
S'exprimer à l'oral

Documents : dossier documentaire
Manuel p. 36-37
document 12 p. 39

Quels aspects de la vie quotidienne des Français sont influencés par la construction européenne ?

Montrer l'influence quotidienne de la construction européenne sur la vie des Français

Axe. 1 La construction européenne au quotidien

1. *Quelles réalisations concrètes de l'UE peuvent construire un sentiment d'appartenance européenne (doc. 6 et 7 p. 36-37 et doc 1 à 3)*

L'Europe est désormais une réalité : de nombreuses réalisations permettent de développer **un fort sentiment d'appartenance à un même ensemble politique, économique, social et culturel** :

- **la mise en place d'une monnaie commune (l'euro depuis 2002)** : cette monnaie est commune à dix-neuf États membres de l'Union européenne qui forment ainsi la zone euro. Quatre micro-États (Andorre, Monaco, Saint-Marin et le Vatican) sont également autorisés à utiliser l'euro et deux pays européens, le Monténégro et le Kosovo, l'utilisent de facto alors que d'autres ont leurs monnaies nationales liées à l'euro.

- **la mise en place de l'espace Schengen depuis 1985** (aujourd'hui 25 États membres dont 4 États non membres de l'UE (Islande, Liechtenstein, Norvège, Suisse) et trois micro-États européens (le Vatican, Monaco, Saint-Marin) ; tous les États de l'Union, sauf deux — l'Irlande et le Royaume-Uni — doivent, à terme, mettre en œuvre l'acquis de Schengen. À l'exception de la Bulgarie, de Chypre, de la Croatie et de la Roumanie, tous les autres États membres y participent déjà. L'espace Schengen englobe actuellement plus de 400 millions d'habitants sur une superficie de 4 312 099 km². Il fait aujourd'hui partie de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice européen.

- **la mise en place du programme Erasmus** permettant aux étudiants européens d'effectuer une partie de leur cursus à l'étranger : cela représente en moyenne 250 000 étudiants européens dont plus de 28 000 français.

- **la mise en place d'une législation commune** dans le domaine de l'environnement, de la consommation, de la santé publique

2. *En quoi la construction européenne explique-t-elle l'essor du travail frontalier ? (doc. 1)*

Avec la liberté de circulation et la disparition des frontières, on voit se développer de nombreux flux quotidiens de travailleurs : 353.000 Français frontaliers en 2011 ; Si la part des frontaliers à l'échelle de la population reste faible, elle peut représenter localement une part très élevée. Deux tiers des frontaliers sont en effet concentrés dans

seulement dix zones d'emploi, rappelle l'Insee. A titre d'exemple, la part des navetteurs atteint 40% de la population active dans le bassin de Longwy et dépasse 35% dans celui du Genevois français.

3. Quels sont les aspects positifs du programme Erasmus pour les jeunes (doc. 7 p. 37 et doc. 2)

Les avantages du programme Erasmus sont multiples

- **cela permet de rapprocher les étudiants européens et de renforcer le sentiment d'appartenance à l'UE** ; plus de 83 % des étudiants Erasmus se sentent plus Européens après leur séjour à l'étranger. Ils peuvent observer concrètement de l'action de l'Union européenne. L'étudiant rencontre souvent des étudiants Erasmus d'autres nationalités.

- **cela permet de renforcer la mobilité** : 40 % ont emménagé dans un autre pays après leur remise de diplôme, contre 23 % pour ceux qui n'étaient jamais partis

- cela permet d'améliorer de nombreuses compétences (linguistiques et professionnelles et humaines - adaptabilité, curiosité, réactivité, tolérance)

- cela favorise **l'entrée des étudiants sur le marché du travail.**

4. Comment la législation européenne influence-t-elle la vie quotidienne des Français (doc. 6 p. 36)

La législation européenne est très présente dans notre vie quotidienne dans plusieurs domaines

Environnement	Droits des consommateurs	Santé publique	Sécurité
Réglementation sur les produits chimiques, pesticides, gestion des déchets	Plafonnement des prix pratiqués par les opérateurs de téléphonie Définition de normes de sécurité pour les jouets Interdiction de compagnies aériennes considérées comme dangereuses	Réglementation sur les produits chimiques Interdiction du mercure	Mise en place d'un numéro européen pour signaler la disparition d'un enfant

Axe 2. Les politiques de l'UE

1. Pourquoi les agriculteurs français sont-ils particulièrement attentifs à l'évolution de la PAC (doc. 5 p. 36 et doc. 12 p. 39)

les agriculteurs français sont particulièrement attentifs à l'évolution de la **PAC** (définition p. 37) car ils font partis de ceux qui sont les plus aidés par l'Union Européenne ; la PAC a un impact direct sur leurs activités et leurs revenus.

En effet, la PAC aujourd'hui se fixe deux axes : soutenir les prix et les marchés / développement et protection de l'environnement ; l'axe 1 reste encore aujourd'hui le plus soutenu en termes d'aides (il concerne deux fois plus d'agriculteurs qui touchent presque 8 fois plus d'aides)

L'extension de l'Europe peut supposer un redéploiement des aides comme le montre le document 12 p. 39

2. Comment l'Europe intervient-elle dans notre cadre de vie (doc. 8 p. 37)

l'Europe intervient dans notre cadre de vie au quotidien : les collectivités territoriales utilisent les fonds européens pour leur développement ; les fonds du **FEDER** (définition p. 37) permettent ainsi de rénover certains quartiers, de soutenir des projets culturels innovants, des équipements sociaux, des projets industriels

L'extension des domaines d'intervention de l'Union Européenne entraîne une présence de plus en plus importante dans la vie des Français ;

Quels aspects de la vie quotidienne des Français sont influencés par la construction européenne ?

1. La construction européenne au quotidien

L'Europe est désormais une réalité ; de nombreuses réalisations permettent de développer **un fort sentiment d'appartenance à un même ensemble politique, économique, social et culturel** ; depuis 2002, l'euro permet un contact quotidien pour chacun avec l'Europe ;

la mise en place de l'espace Schengen favorise la libre circulation et se traduit par un développement de nombreux flux quotidiens de travailleurs. Ainsi, si la part des frontaliers à l'échelle de la population reste faible, elle peut représenter localement une part très élevée. Deux tiers des frontaliers sont en effet concentrés dans seulement dix zones d'emploi.

Le programme Erasmus permet à plus de 28 000 étudiants français d'effectuer chaque année une partie de leur cursus à l'étranger. Cela permet de renforcer leur sentiment européen, de développer leur compétences et de faciliter leur entrée sur le marché de l'emploi.

Enfin la **législation européenne** intervient quotidiennement dans les domaines de l'environnement, de la consommation, de la santé publique

2. Les politiques de l'UE

Certaines politiques communes entraînent une adaptation des acteurs à leur cadre.

Ainsi les agriculteurs français sont particulièrement attentifs à l'évolution de la **PAC** (définition p. 37) ; ils font partis de ceux qui sont les plus aidés par l'Union Européenne ; la PAC a un impact direct sur leurs activités et leurs revenus.

En effet, la PAC aujourd'hui se fixe deux axes : soutenir les prix et les marchés / développement et protection de l'environnement ; l'axe 1 reste encore aujourd'hui le plus soutenu en termes d'aides (il concerne deux fois plus d'agriculteurs qui touchent presque 8 fois plus d'aides) ; L'extension de l'Europe peut supposer un redéploiement des aides comme le montre le document 12 p. 39

L'Europe intervient également sur notre cadre de vie au quotidien : les collectivités territoriales utilisent les fonds européens pour leur développement ; les fonds du **FEDER** (définition p. 37) permettent ainsi de rénover certains quartiers, de soutenir des projets culturels innovants, des équipements sociaux, des projets industriels

La poursuite de la construction européenne doit accroître en plus la place de l'Europe dans notre quotidien.